CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 SEPTEMBRE 2013 A 20 HEURES

Étaient présents : MM Roger DUSAUTOIR, Maire, Christophe BEYAERT, Hervé BERTELOOT, Jean-Luc COURBOT, Stéphane FREDERIC (à compter de la question n° 2013-42), Fabrice GUILBERT, Jean-Luc HUYGHE, Mmes Sylvie LEFEBVRE, Thérèse HOUSSIN, MM Didier SEIGRE et Claude VIEILLARD

Étaient absents : M. Rudy GREBERT, excusé, qui a donné pouvoir à M. COURBOT
Mmes Laëtitia MASCOT et Elise MORICE, M. Gilles GRESSIER

Secrétaire élue : Mme LEFEBVRE

Compte rendu de la réunion précédente

Pas d'observations

2013-39 – Restauration scolaire / Révision du prix de vente des tickets de cantine

Après avoir présenté le bilan financier recettes / dépenses (pain, eau... hors rémunération du personnel et frais d'entretien) de l'année scolaire 2012/2013, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur une éventuelle augmentation du tarif de vente des tickets de cantine.

Il rappelle que, depuis le 1er septembre 2013, la société Yanni' Cuisine facture ses repas 2.64 € l'unité (au lieu de 2.60 € T.T.C. précédemment).

Le Conseil Municipal décide, à la majorité des voix de fixer à 3.05 € le prix de vente des tickets de cantine à compter du 1er octobre 2013 (2 voix pour laisser le prix à 3 € / 2 pour le fixer à 3.10 €).

2013-40 – Garderie / Tarif pour l'année scolaire 2013-2014

Monsieur le Maire présente le bilan financier de l'année scolaire 2012/2013 et demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur une éventuelle augmentation du tarif de la garderie pour 2013/2014.

A l'unanimité des voix, il est décidé de reconduire le tarif appliqué depuis janvier 2013 à savoir 0.50 € la 1/2 heure.

2013-41 – Frais de fonctionnement scolaires – Année 2010-2011 / Participation due par la commune de MOULLE

Les frais de fonctionnement scolaires s'élèvent à 55 555.95 € pour l'année 2010-2011 pour un effectif de 166 élèves soit un coût de 334.67 € par enfant.

40 enfants domiciliés à MOULLE étaient inscrits à l'Ecole Publique de HOULLE pour ladite année scolaire dont 31 en « grande section » et primaire.

Les élèves (grande section de maternelle au CM2) ont bénéficié des activités du C.L.E.A. (contrat local d'éducation artistique) ; Les primaires sont allés à la piscine.

Il convient donc d'additionner le coût de ces 2 activités au chiffre précédent au prorata du nombre d'enfants concernés soit respectivement 618.23 € et 770.82 €.

Compte tenu de ces différents paramètres, la participation de MOULLE s'élève donc à 14 775.85 €.

A l'unanimité des voix, Monsieur le Maire est autorisé à adresser un titre de recettes d'un montant de 14 775.85 € à la commune de MOULLE.

2013-42 – Frais de fonctionnement scolaires – Année 2010-2011 / Participation due par la commune de MOULLE

Les frais de fonctionnement scolaires s'élèvent à 52 796.65 € pour l'année 2011-2012 pour un effectif de 155 élèves soit un coût de 340.62 € par enfant.

28 enfants domiciliés à MOULLE étaient inscrits à l'Ecole Publique de HOULLE pour ladite année scolaire dont 19 en primaire.

Monsieur le Maire précise :

- que l'enseignement musical est dispensé depuis mars 2012 par l'Ecole de Musique de SAINT-MARTIN-AU-LAERT mais qu'aucun titre n'a été réglé sur le budget 2012
- les primaires sont allés à la piscine.

Il convient donc d'additionner le coût de l'activité « piscine » au chiffre précédent au prorata du nombre d'enfants concernés soit 593.36 €.

La participation de MOULLE s'élève donc à 10 130.72 €.

A l'unanimité de ses voix, Monsieur le Maire est autorisé à adresser un titre de recettes d'un montant de 10 130.72 € à la commune de MOULLE.

2013-43 – Parc Naturel Régional des Caps et Marais d’Opale / Désignation du représentant de la commune dans les instances du Parc

La procédure de renouvellement du classement « Parc Naturel Régional » est en cours et dès que le décret de classement aura été publié, il sera procédé à la réinstallation du comité syndical.

Conformément aux statuts modifiés du syndicat mixte, chaque commune dispose d’un représentant à l’Assemblée du Territoire et il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de procéder à sa désignation.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité de ses voix, désigne Monsieur Claude VIEILLARD, 1er Adjoint, pour le représenter au sein des instances du Parc.

2013-44 – Modification des statuts de la Fédération Départementale d’Energie du Pas-de-Calais / Election des membres

La loi de décembre 2010 a modifié le mode de désignation des délégués des syndicats intercommunaux.

Le Comité syndical de la F.D.E., syndicat des communes à compétence Energie, a donc adopté le 15 juin 2013 une délibération modifiant les statuts de la F.D.E. et portant notamment sur le mode d’élection des représentants et des délégués.

Un collège électoral de 893 membres sera chargé d’élire les 35 membres titulaires et les 35 suppléants du Comité Syndical

Chaque commune du Département sera représenté au sein du collège par 1 délégué qui aura un nombre de voix proportionnel au nombre d’habitants de la commune à raison d’une voix par 500 habitants ou fraction de 500 habitants.

Seul changement : précédemment, c’était le Maire qui votait pour l’élection des membres de la F.D.E. ; Désormais, c’est le délégué désigné par le Conseil Municipal qui sera l’électeur.

Après avoir pris connaissance de ces informations, les membres du Conseil Municipal, à l’unanimité, approuve la modification des statuts de la Fédération telle que rédigée dans la délibération du Comité Syndical du 15 juin 2013.

2013-45 – Modification des statuts de la Communauté d’Agglomération de Saint-Omer / Transfert de la compétence « assainissement » de la commune d’HALLINES à la CASO

La commune d’HALLINES a sollicité la C.A.S.O. pour assumer en ses lieu et place la compétence assainissement des eaux usées (assainissement collectif et non collectif).

Par délibération n° 161-13 du 14 juin 2013, le Conseil Communautaire a décidé de modifier ses statuts [alinéas 3 et 4 du 6) de l’article 4 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées domestiques (collectif et autonome)] afin d’ajouter HALLINES aux communes ayant déjà transféré cette compétence.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil de se prononcer sur cette question.

A l’unanimité des voix, un avis favorable est émis sur le transfert de la compétence « assainissement » de la commune d’HALLINES à la C.A.S.O. et la modification des statuts en découlant.

2013-46 – Modification des statuts de la Communauté d’Agglomération de Saint-Omer / Prise de la compétence « santé »

Une zone d’aménagement différé de 70 hectares a été créés sur les communes de BLENDÉCQUES – LONGUENESSE et ARQUES afin d’y créer un vaste ensemble tertiaire dans les domaines de l’enseignement, de la recherche et de la santé.

En matière de santé, il a été mis en évidence que la question de la prise en charge sanitaire et médico-sociale des patients et de l’organisation de l’offre de soins à l’horizon 2020-2025, risque de devenir problématique pour plusieurs raisons (départ à la retraite de certains professionnels de santé, notamment des médecins (généralistes et spécialistes) sans remplacement, nécessité de mutualiser certains équipements, difficulté de mise aux normes d’accessibilité de certains cabinets médicaux).

C’est pourquoi, le Conseil Communautaire a décidé de lancer une étude de définition des besoins et de faisabilité afin de définir une stratégie « santé » à l’échelle de l’agglomération et d’un programme d’actions comprenant la création d’un futur pôle santé, en collaboration avec le Conseil Régional du Nord – Pas-de-Calais, le Conseil Général du Pas-de-Calais, l’Agence Régionale de Santé en Nord – Pas-de-Calais, et l’Agence d’Urbanisme de SAINT-OMER.

Les statuts actuels de la Communauté d’Agglomération ne reprennent pas de compétence dans le domaine de la santé.

Aussi, cette prise de compétence pourrait se traduire par :

- des possibilités d’actions en faveur du renforcement de la démographie des professionnels de santé,
- l’assistance à la création et au développement de la collaboration entre professionnels de santé (sanitaires, médico-sociaux et sociaux), pour une meilleure prise en compte des parcours de santé dans leur globalité,
- l’aide à la coordination générale des actions de prévention et d’éducation à la santé,
- l’élaboration, la mise en place, la signature et la gestion d’un Contrat Local de Santé, véritable outil pour relever les enjeux prioritaires de santé publique du territoire, dans le cadre de la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires ».

Par délibération n° 162-13 en date du 14 juin 2013, le Conseil Communautaire a décidé d’étendre les compétences de la Communauté d’Agglomération de SAINT-OMER en prenant la compétence « santé » et a, de fait, engagé une procédure de modification des statuts.

Monsieur le Maire demande donc aux membres du Conseil de se prononcer sur cette question.

A l’unanimité des voix, un avis favorable est émis sur le transfert de la compétence « santé » à la C.A.S.O. et la modification des statuts en découlant.

2013-47 – Extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération de SAINT-OMER / Représentation communale au sein du Conseil Communautaire – Procédure de modification des statuts de la C.A.S.O.

Par arrêté du 29 mai 2013, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais a prononcé l'extension du périmètre de la C.A.S.O. à compter du 1er janvier 2014, aux communes de BAYENGHEM-LEZ-EPERLECQUES, MENTQUE-NORTBECOURT, NORDAUSQUES, NORT-LEULINGHEM, TOURNEHEM-SUR-LA-HEM et ZOUAFQUES.

Ainsi par délibération n° 145-13 du 21 mai 2013, la C.A.S.O. a adopté une nouvelle répartition des sièges de son organe délibérant entre les 25 communes membres à compter du prochain renouvellement des conseils municipaux en mars 2014.

Cependant, ces 6 nouvelles communes doivent pouvoir siéger au conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération à compter de leur intégration soit dès le 1er janvier 2014.

Aussi afin que toutes les communes membres puissent être représentées au cours de cette période transitoire (janvier-mars 2014), et selon les dispositions de la loi de réforme des collectivités territoriales modifiée du 16 décembre 2010, il est proposé de porter le nombre de sièges communautaires de 67 à 74 du 1er janvier 2014 jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux comme indiqué ci-après :

ARQUES	9
BAYENGHEM LES EPERLECQUES	1
BLENDRECQUES	5
CAMPAGNE LES WARDRECQUES	1
CLAIRMARAIS	1
EPERLECQUES	3
HALLINES	2
HELFAUT	2
HOULLE	1
LONGUENESSE	12
MENTQUE NORBECOURT	1
MORINGHEM	1
MOULLE	1
NORDAUSQUES	1
NORT LEULINGHEM	1
SAINT-MARTIN-AU-LAERT	4
SAINT-OMER	15
SALPERWICK	1
SERQUES	1
TATINGHEM	2
TILQUES	1
TOURNEHEM-SUR-LA-HEM	2
WARDRECQUES	1
WIZERNES	4
ZOUAFQUES	1

Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, émet un avis favorable pour porter le nombre de sièges communautaires de 67 à 74 du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux et valide la répartition de ces 74 sièges comme indiqué ci-dessus.

2013-48 - Renouvellement de la canalisation d'eau potable Hameau des Marnières / Signature d'une convention avec la Communauté d'Agglomération pour la prise en charge par la commune du surcoût lié au surdimensionnement de la canalisation

La Communauté d'Agglomération de SAINT-OMER devait procéder au renouvellement de la canalisation d'eau potable Hameau des Marnières.

Afin d'assurer la défense incendie dans ce secteur conformément aux prescriptions du S.D.I.S., il était nécessaire d'augmenter le dimensionnement de la canalisation d'eau de 80 mm à 100 mm avec la pose d'une canalisation en PEHD de diamètre extérieur 125 mm, cette opération entraînant un surcoût estimé à 2 000 € (hors pose des poteaux d'incendie).

La C.A.S.O. propose donc à la commune de signer une convention relative au financement de ce surcoût.

Un exemplaire de ce document a été remis à chacun des membres du Conseil Municipal qui sont invités à statuer sur la question.

A l'unanimité de ses voix, Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention et régler la somme due à la C.A.S.O. sur présentation du décompte général et définitif.

2013-49 – Délibération modificative pour transfert de crédits du chapitre 65 au chapitre 67

En 2011, le Conseil Général du Pas-de-Calais a versé par erreur à la commune une somme de 2 465.70 € (participation sur le contrat unique d'insertion de Sébastien SCOTTE) ; Il en sollicite le remboursement.

Or, les crédits ouverts au compte 673 du budget primitif 2013 sont insuffisants.

Il est donc proposé de procéder au transfert d'une somme de 2 000 € du compte 6554 vers le compte 673 afin de pouvoir régler le titre de recettes correspondant.

Accord est donné à l'unanimité.

2013-50 – Travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire Jules Ferry / Devis de l'entreprise ROBART pour la fourniture/ pose de tôles larmées

L'entreprise ROBART a présenté un devis pour la fourniture et pose de seuil de portes en tôles larmées afin de supprimer la différence de niveau d'environ 4 cm entre la cour et le bâtiment suite à la pose des nouvelles portes.

Ces travaux, non prévus dans le marché, visent à mettre le bâtiment en conformité avec les normes d'accessibilité (tolérance plus ou moins 2 cm)

Ce devis s'élève à 2 640 € H.T.

A la majorité des voix, il est décidé de surseoir à la réalisation de ces travaux.

2013-51 – Adhésion à l'opération « voisins vigilants » en partenariat avec la Gendarmerie

La Brigade Territoriale de Gendarmerie de TATINGHEM propose à la commune d'adhérer à l'opération « voisins vigilants ».

Ce concept de participation citoyenne vise à associer plus étroitement la population à sa sécurité quotidienne.

En lien étroit avec les forces de l'ordre, le dispositif s'appuie sur la vigilance mutuelle des riverains d'un même secteur afin de lutter contre la délinquance, particulièrement les cambriolages, en prêtant attention aux faits inhabituels ; Renforçant le contact et les échanges, il participe autant de la sécurité que du lien social.

Dans l'hypothèse où il était décidé de s'associer à cette opération, une réunion publique serait organisée afin d'expliquer son intérêt à la population et de désigner les référents de la commune parmi les personnes intéressées.

Ces référents seraient chargés de collecter les infos pour les transmettre à la Gendarmerie ; De même, en cas de problème, les services de Gendarmerie les contacteraient, à charge pour eux de relayer les infos dans leur secteur.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix, émet un avis favorable pour l'adhésion de la commune au dispositif « voisins vigilants » et donne délégation à Monsieur le Maire pour signer le protocole avec les services de Gendarmerie.

En attendant la désignation des référents de la commune, MM FREDERIC et HUYGHE sont volontaires pour assumer cette fonction.

2013-52 – Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation

Monsieur le Maire expose les dispositions de l'article 1407 bis du Code Général des Impôts permettant à la commune d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.

Il rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité. L'article 106 de la loi de finances pour 2013 a modifié la durée de vacance nécessaire pour appliquer la taxe d'habitation sur les logements vacants. Ainsi, la taxe d'habitation sur les logements vacants est désormais due au titre des logements libres de toute occupation depuis plus de deux ans au lieu de cinq ans précédemment.

Monsieur le Maire précise que toute délibération prise antérieurement risque de devenir caduque et que, dans ces conditions, les services fiscaux conseillent de délibérer à nouveau.

Le Conseil Municipal décide d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation à la majorité de ses voix (contre : MM FREDERIC – GUILBERT – HUYGHE et VIEILLARD).

Monsieur le Maire est chargé de notifier cette décision aux services préfectoraux.

2013-53 – Projet d'aménagement de l'ancienne Malterie / Proposition de la SARL CAP IMMO NORD

La Municipalité souhaite voir se réaliser sur le site de l'ancienne malterie (parcelle cadastrée Section AC n° 126 d'une contenance de 5001 m²) un projet immobilier comprenant un béguinage et plusieurs parcelles de terrain libres de constructeur.

Plusieurs investisseurs ont été contactés à cet effet.

Monsieur le Maire rappelle que le projet que la Municipalité a jugé le plus en adéquation avec ses attentes est celui de la SARL CAP IMMO NORD.

Présenté au Conseil Municipal lors de la réunion du 17 juin 2013, il comprend 7 habitations en béguinage et 7 en accession à la propriété libres de constructeur.

La SARL CAP IMMO NORD se propose d'acquérir le terrain pour une somme de 120 000 € net vendeur (contre 100 000 € lors de la première proposition).

A l'unanimité des voix, le Conseil Municipal émet un avis favorable pour vendre la parcelle cadastrée section AC n° 126 à la SARL CAP IMMO NORD ; Délégation est donnée à Monsieur le Maire pour signer tous actes et documents se rapportant à cette opération.

Madame LEFEBVRE demande à rejoindre Monsieur le Maire, Madame HOUSSIN, Messieurs COURBOT, FREDERIC, GUILBERT, SEIGRE et VIEILLARD au sein du groupe de travail créé lors de la séance du 4 juin 2012 pour travailler sur ce dossier.

Questions diverses

A l'unanimité des voix, les membres du Conseil Municipal donnent leur accord pour l'examen des questions suivantes :

a) Travaux / Voirie

➤ Lotissement « Le Brûlé » : les travaux de remise en conformité du réseau initiés par la Communauté d'Agglomération de SAINT-OMER sont en cours d'achèvement.

➤ Modification du régime de priorité sur la R.D. 219. : M. le Maire et M. COURBOT ont rencontré, le 6 septembre dernier, MM FRESKO, Directeur de la MDI de LUMBRES, et ACHTERGAL qui sont favorables au rétablissement de la priorité à droite aux carrefours avec la rue du Forage et le Hameau des Marnières ; Ils demandent que la commune de MOULLE soit contactée afin de lui proposer d'adopter le même régime pour les 2 rues qui donnent sur la départementale.

Par la même occasion, M. COURBOT a évoqué avec eux 2 autres points

- les difficultés rencontrées par la commune pour l'installation d'un miroir sur le bas-côté face à la rue du Forage, M. DOURLENS arguant que le dispositif serait installé sur sa propriété,
- la haie de l'habitation sise au 104 route d'Eperlecques qui gêne la visibilité.

➤ rue May : M. GRINCOURT, domicilié au n° 22, a adressé un courrier en Mairie pour signaler la dégradation de l'ouvrage destiné à l'évacuation des eaux pluviales face à sa propriété.

Au vu des photos, il sera demandé aux agents communaux d'aller retirer les briques qui l'obstruent. La commission « travaux – voirie » se rendra également sur place pour étudier les solutions à mettre en œuvre.

➤ Chemin de Halage : une réunion est programmée en Mairie le 4 octobre à 15 heures avec VNF, la CASO, le Parc Naturel afin d'étudier la possibilité de rétrocession des berges de « La Houle » à la commune ;

b) Ecole : le nouveau revêtement de sol a été posé pendant cet été ; Il est rappelé qu'avant les vacances, de nouveaux rideaux ont également été installés ;

c) Cimetière :

➤ projet de columbarium : 3 sociétés (SANSONE à MOUVAUX – SBT COLUMBARIUM à LONFOSSE – MARBRERIE DECOGRANIT à ARQUES) ont fourni des devis pour diverses variantes.

A l'issue de l'examen des différentes propositions, le Conseil Municipal donne un accord de principe pour la réalisation d'un modèle comprenant 12 concessions (7 137 € H.T.) et l'aménagement des allées (2 205 € H.T.) par SBT COLUMBARIUM.

La décision sera validée après le passage de la commission « travaux – voirie » qui statuera également sur les autres travaux restant à réaliser pour finaliser l'extension (mur en brique le long de la propriété DACQUIN à prolonger - caveau d'attente à détruire – mur séparant l'ancien cimetière et l'extension à démolir et à remonter sur 0.60 m).

➤ procédure de mise en conformité : il sera demandé à M. MONPETIT du Groupe ELABOR de venir en Mairie afin de faire le point sur le dossier ;

d) Cantine : l'armoire de stockage de la vaisselle est à remplacer ;

e) Fleurissement : commande à passer pour cet hiver ;

f) Brocante : 888.26 € ont été versés au C.C.A.S. ;

g) Sortie au Cirque de la Générosité le 24 novembre : 17 inscriptions ont été enregistrées à ce jour. Une nouvelle relance sera faite auprès des familles par le biais du bulletin d'infos d'octobre 2013 ;

h) Reprise du café 8 route de Watten (ex « L'ELIXIR ») par M. Luc LEROY de TATINGHEM. Réouverture programmée en novembre 2013 ;

i) Service d'enlèvement des déchets végétaux : à étudier au prochain budget possibilité de louer le camion aux particuliers (sous réserve qu'un membre du personnel communal soit disponible) ;

j) Réforme des rythmes scolaires : Mme HOUSSIN énumère les différents aspects de cette réorganisation du temps scolaire à prendre en compte (mise en place et répartition des T.A.P., définition des activités à proposer aux enfants, appel au bénévolat au sein des associations communales, problème de locaux...).

Elle propose de créer un groupe de travail composé des enseignants, de représentants des parents d'élèves et de membres du Conseil Municipal

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 30.